

**Zeitschrift:** Domaine public

**Band:** - (2014)

**Heft:** 2034

**Artikel:** La raison impose de renoncer au Gripen : la votation du 18 mai prochain ne met pas en jeu la sécurité du pays, mais l'amour-propre de l'armée et des intérêts industriels

**Autor:** Delley, Jean-Daniel

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1012714>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 08.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Il ne serait pas tolérable que

les rapports du Contrôle  
fédéral des finances cessent

d'être rendus publics.

## La raison impose de renoncer au Gripen

La votation du 18 mai prochain ne met pas en jeu la sécurité du pays, mais l'amour-propre de l'armée et des intérêts industriels

Jean-Daniel Delley - 13 avril 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25633>

Tout ce qui touche à la politique de sécurité et à la défense armée baigne dans un flou prononcé sinon artistique. Depuis la chute du Mur, la Suisse n'est pas encore parvenue à prendre acte de la nouvelle situation en Europe et à adapter son concept sécuritaire à cette donne.

Le [rapport](#) du Conseil fédéral sur la politique de sécurité (2010) n'a pas réussi à dégager des lignes directrices claires et des priorités. La réforme de l'armée fut retardée par le conflit entre l'exécutif et le Parlement au sujet des effectifs et de l'enveloppe budgétaire. Alors que le premier voulait réduire les effectifs à 80'000 pour un budget de 4,7 milliards, le second a choisi une armée de 100'000 personnes - pour justifier l'enrôlement de tous les jeunes soumis à l'obligation de servir? - et une enveloppe de 5 milliards. Quant au développement de l'armée, nous en saurons plus l'été prochain, lorsque le Conseil fédéral aura publié son message.

Ces hésitations et incertitudes n'ont pas empêché les autorités de décider du renouvellement de la flotte aérienne, condition indispensable, [affirment-elles](#), pour assurer la souveraineté de notre espace aérien et appuyer les forces terrestres au sol.

Personne ne conteste la nécessité d'une police aérienne. Nous disposons pour ce faire de 33 F/A-18, récemment modernisés pour près de 400 millions. Une flotte tout à fait suffisante pour l'accomplissement de cette tâche à l'horizon 2030, comme le [relevait](#) en 2009 déjà le brigadier Hans-Ulrich Ernst, ancien secrétaire général de ce qui était alors le département militaire fédéral. Qui ne voyait par contre aucune menace plausible exigeant un appui aérien aux troupes terrestres.

La maximisation des risques et la prise en compte de scénarios hautement improbables - l'effondrement de l'Union européenne et la dissolution de l'OTAN, par exemple - relèvent de la logique de l'institution militaire, qui comme toute

institution vise en priorité son propre développement. Et l'armée peut compter sur le soutien sans faille des secteurs économiques qui profitent de cette ambition au travers des affaires compensatoires, promises en l'occurrence par Saab, le fabricant du Gripen. L'armée n'est pas seulement un instrument au service de la politique de sécurité. Elle représente aussi un «fromage» convoité, il suffit d'observer les récentes protestations à l'annonce de la fermeture de places d'armes, d'aérodromes et autres arsenaux.

Reste la préparation des futurs pilotes au maniement des appareils qui prendront la relève des F/A-18 d'ici 15 à 20 ans. La collaboration avec d'autres Etats pour des stages de formation permettrait de maintenir à niveau la formation de nos aviateurs ([DP 1926](#)). Economiser 3,1 milliards à l'achat et plusieurs milliards encore de frais de maintenance et admettre que la sécurité, notamment aérienne, passe par une collaboration accrue avec nos voisins, voilà la solution de raison.